

**FOCOLARI France
Association (loi 1901)
41 rue Boileau
75016 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FOCOLARI France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la vérification du respect des spécificités du plan comptable des associations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 11 juin 2024
Le Commissaire aux Comptes

SEFICO AUDIT



Jean-Baptiste HERVET

Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles	658 975	611 732	47 242	57 739
Terrains				
Constructions	20 000	8 000	12 000	13 000
Installations techniques, matériel et outillage	612 265	581 417	30 849	39 351
Autres immobilisations corporelles	26 710	22 316	4 394	5 388
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières	1 845 243		1 845 243	1 848 713
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts	1 845 243		1 845 243	1 848 713
Autres immobilisations financières				
Total I	2 504 218	611 732	1 892 485	1 906 452
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comm	446		446	674
Créances	7 351		7 351	
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	7 351		7 351	
Divers	923 739		923 739	1 310 108
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	920 732		920 732	1 307 526
Charges constatées d'avance	3 007		3 007	2 581
Total II	931 536		931 536	1 310 781
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 435 754	611 732	2 824 021	3 217 233

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 178 746	2 178 746
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	2 178 746	2 178 746
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	400 000	400 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	400 000	400 000
Autres réserves		
Report à nouveau	72 571	110 133
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 827	-37 562
Situation nette (sous-total)	2 623 489	2 651 317
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	2 623 489	2 651 317
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 655	12 300
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	8 777	8 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	166 100	545 265
Produits constatés d'avance		
Total IV	200 532	565 917
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 824 021	3 217 233

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	14 489	1 515
Ventes de biens et de services	245 219	192 153
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Ventes de prestations services</i>	245 219	192 153
Produits de tiers financeurs	207 503	221 405
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>		
<i>Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	135 779	130 041
Contributions financières	71 724	91 364
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	90	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1 700	5 082
TOTAL I	469 001	420 155
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	16 486	12 432
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	284 794	200 371
Aides financières	140 281	153 836
Impôts, taxes et versements assimilés	4 340	5 292
Salaires et traitements	33 290	38 897
Charges sociales	13 223	14 248
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 559	11 973
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3	12
TOTAL II	503 977	437 060
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-34 976	-16 905
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	10 963	3 591
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
TOTAL III	10 963	3 591
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	10 963	3 591
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-24 012	-13 314
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	300	
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
TOTAL V	300	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
Sur opérations de gestion		3 327
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		18 076
TOTAL VI		21 403
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	300	-21 403
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 115	2 845
Total des produits (I + III + V)	480 264	423 746
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	508 092	461 308
EXCEDENT OU DEFICIT	-27 827	-37 562



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FOCOLARI FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 824 021 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 27 827 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18/04/2024.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Focolari France a pour but de contribuer au développement et au renouvellement d'une société fondée sur des valeurs humaines et spirituelles au service de la paix, de la solidarité et de l'unité.

La Cité Pilote d'Arny est un des instruments pour développer ces valeurs ainsi que l'économie de communion, l'aide aux plus pauvres et la diffusion d'une parole d'espérance et de supports audiovisuels.

Elle gère également les manifestations communes à toutes les branches du mouvement des Focolari comme des congrès ou des voyages pour des rencontres nationales, internationales et inter-culturelles.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 20 ans
- * Installations techniques : 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 ans
- * Matériel informatique : 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les relations avec la société SADAB peuvent se résumer ainsi :

- La SADAB est propriétaire du domaine d'Arny grâce un prêt, sans intérêt, que lui a consentit Focolari France.

En garantie de ce prêt, Focolari France, s'est substitué au privilège de vendeur suivant acte reçu par Me ALLARD, Notaire à DOUAI; en date du 7/6/2000 et

publié au 3eme des hypothèques de CORBEILLE ESSONNE le 24/7/2000, volume 2000 V numéro 1347 avec effet jusqu'au 7/6/2012, renouvelée le 15/6/2010, V 2010 V 580 avec rectificatif du 19/7/2010 Vol 2010 V 745 avec effet jusqu'au 7/6/2020 et enfin renouvelée jusqu'au 7/6/2030 (formalité 9104P03 2020V 491) du ministère de Me florence CALAIS-ALLARD notaire à Douai.

En cas de non remboursement de la créance, l'association Focolari France à la possibilité d'engager l'action résolutoire

Un commodat (prêt à usage gratuit) a été signé entre l'association Focolari France et la SADAB le 1/8/2000 et publié à la Conservation des hypothèques le 19/3/2003

Références 9104 P 03 2003 P 1045, avec effet rétroactif au 1/8/2000 par Me ALLARD Notaire à DOUAI, pour une durée de 18 ans.

Le 14/10/2022, une mainlevée hypothécaire a été consenti à la SADAB relatif à la zone humide du terrain afin de permettre à la SADAB la cession de cette partie.

Focolari France ne détient aucun titre de la SADAB. Il n'existe aucun dirigeant commun aux deux entités.

FOCOLARI FRANCE et MONTE-CHARGE ont signé un contrat de coproduction pour être tous deux coproducteurs du film 'Au delà du dialogue" à compter du 1er juin 2019 et partager les coûts et les excédents éventuels qui s'en suivraient.

Les conditions sanitaires des derniers mois n'ayant pas permis une diffusion du film suffisante pour couvrir les coûts afférents. Les parties ont souhaité d'un commun accord mettre fin à la présente coproduction en clôturant la société en participation "SEP" à compter du 31 décembre 2020.

En l'absence de toute perspective de revenu relatif à ce film, celui-ci a été exclus des actifs de l'association au 31 décembre 2022 générant une perte exceptionnelle totale de 21 403 €.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	20 000			20 000
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	612 265			612 265
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	3 989			3 989
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 659	1 062		22 721
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	657 913	1 062		658 975
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 848 713		3 470	1 845 243
Immobilisations financières	1 848 713		3 470	1 845 243
ACTIF IMMOBILISE	2 506 626	1 062	3 470	2 504 218

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	7 000	1 000		8 000
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	572 914	8 502		581 417
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	2 230	399		2 629
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 030	1 658		19 687
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	600 174	11 559		611 732
ACTIF IMMOBILISE	600 174	11 559		611 732

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 855 600 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	1 845 243		1 845 243
Prêts	1 845 243		1 845 243
Créances de l'actif circulant :	10 357	10 357	
Autres	7 351	7 351	
Charges constatées d'avance	3 007	3 007	
Total	1 855 600	10 357	1 845 243

Produits à recevoir

	Montant
PRODUITS A RECEVOIR	3 645
Total	3 645

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 178 746				2 178 746
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	400 000	-37 562		-37 562	400 000
Report à Nouveau	110 133			37 562	72 571
Excédent ou déficit de l'exercice	-37 562	37 562		27 827	-27 827
Situation nette	2 651 317			27 827	2 623 489
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 651 317			27 827	2 623 489

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 200 532 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 655	25 655		
Dettes fiscales et sociales	8 777	8 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	166 100	166 100		
Produits constatés d'avance				
Total	200 532	200 532		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 655
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	166 100
Total	191 755

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	3 007
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	3 007

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 240 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	238 000	210 000
Prestations en nature	126 000	120 000
Dons en nature		
Total	364 000	330 000
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations	126 000	120 000
Personnel bénévole	238 000	210 000
Total	364 000	330 000